



Communication

Date septembre 2009

Information 2/2009 nLTVA: Nouvelle loi régissant la taxe sur la valeur ajoutée¹

Communication à tous les assujettis à la TVA

aLTVA : Loi fédérale du 2 septembre 1999 régissant la taxe sur la valeur ajoutée

nLTVA : Loi fédérale du 12 juin 2009 régissant la taxe sur la valeur ajoutée

Mesdames, Messieurs,

Durant la session d'été 2009, les Chambres fédérales ont adopté le 12 juin 2009 en vote final la nouvelle loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée (nLTVA). Elle entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2010 en même temps que l'ordonnance d'exécution y relative, actuellement en cours d'élaboration. Les buts principaux de cette révision totale de la loi sur la TVA ont été d'apporter des simplifications et de rendre la loi plus conviviale pour les usagers. Avec plus d'une cinquantaine de mesures, la nouvelle loi devrait ainsi permettre d'alléger les travaux administratifs des entreprises et de réduire les charges générées par le paiement de l'impôt.

Le but du présent envoi est de vous rendre attentifs aux principales modifications introduites dans la nouvelle loi qui pourraient avoir un impact sur votre assujettissement à la TVA, nécessiter une adaptation de vos programmes informatiques comptables, ou encore de vous informer sur les possibilités offertes de changer de méthode de décompte. Une liste plus complète des modifications prévues dans la loi sera prochainement mise à votre disposition sur notre site Internet (www.estv.admin.ch).

¹ La refonte de la loi sur la TVA n'est pas liée au projet de financement additionnel temporaire de l'assurance-invalidité (AI) au sujet duquel une communication a déjà été envoyée au mois de juin 2009. Ce projet prévoyant un relèvement du taux normal de 0,4 points pendant sept ans (0,1 point pour le taux réduit et 0,2 points pour le taux spécial pour les prestations d'hébergement) doit encore être soumis au vote populaire le 27 septembre 2009 et ne devrait, en cas d'acceptation, entrer en vigueur que le 1^{er} janvier 2011.

1. Assujettissement à l'impôt (art. 10, 11 et 12 nLTVA)

En lieu et place des limites d'assujettissement liées au chiffre d'affaires (Fr. 75'000.- et Fr. 250'000.-) et à la dette fiscale nette (Fr. 4'000.-) que connaît le droit actuel, la nouvelle loi ne fixe dorénavant qu'une seule limite de **100 000 francs** liée au chiffre d'affaires, jusqu'à concurrence de laquelle il y a libération de l'assujettissement (art. 10 al. 2 let. a nLTVA). D'après cette conception, ce n'est donc plus le fait de dépasser la limite de 100 000 francs qui fonde l'assujettissement mais le fait de ne pas l'atteindre qui justifie la libération de l'assujettissement. Cela étant, au-delà de ce seuil, l'enregistrement comme contribuable TVA reste obligatoire. Les seules exceptions prévues concernent les **sociétés sportives**, les **institutions d'utilité publique** et les **sociétés culturelles**, pour lesquelles le montant limite de **150 000 francs** de chiffre d'affaires a été conservé.

La **renonciation à la libération de l'assujettissement** (régulée auparavant à l'art. 27 aLTVA) a également été fondamentalement remaniée et simplifiée puisqu'en principe quiconque exploite une entreprise a la possibilité de s'assujettir et, par conséquent, de renoncer volontairement à être libéré de l'obligation d'acquitter la TVA (art. 11 nLTVA). L'assujettissement est ainsi possible **alors qu'aucun chiffre d'affaires n'est encore réalisé**. La renonciation à la libération de l'assujettissement doit être maintenue pendant un an (art. 11 al. 2 nLTVA) au lieu de cinq ans auparavant.

En ce qui concerne les **collectivités publiques**, on peut relever que si l'article 12 alinéa 3 nLTVA soumet, comme jusqu'à présent, la libération de l'assujettissement à deux conditions (montant des prestations fournies à des tiers autres que des collectivités publiques ne dépasse pas Fr. 25'000.- et chiffre d'affaires total ne dépasse pas Fr. 100'000.-), tous les chiffres d'affaires qu'un service d'une collectivité publique réalise à l'intérieur de la collectivité publique dans laquelle il se trouve ne seront à l'avenir plus pris en compte dans le chiffre d'affaires total.

Les entreprises assujetties qui n'atteindraient pas, à la fin de l'année, la limite de chiffre d'affaires imposable de 100 000 francs prévue dans la nLTVA pourront être libérées de l'assujettissement et radiées du registre des contribuables TVA. Si telle est leur volonté, **elles devront en informer l'AFC par écrit jusqu'au 31 janvier 2010** (cf. art. 113 nLTVA). Dans le cas contraire, elles seront réputées avoir renoncé à être libérées de l'assujettissement (art. 14 al. 5 nLTVA). Il en va de même pour les sociétés sportives, les institutions d'utilité publique ainsi que pour les sociétés culturelles qui n'atteindraient pas la limite des 150 000 francs de chiffre d'affaires imposable prévue à l'article 10 alinéa 2 lettre c nLTVA.

Les collectivités publiques dont les chiffres d'affaires - déduction faite des montants réalisés au sein de la collectivité publique - ne dépasseraient plus, à la fin de l'année, les montants limites prévus par l'article 12 nLTVA (Fr. 25'000.-, resp. Fr. 100'000.-) et qui désireraient être libérées de l'assujettissement et radiées du registre des assujettis devront en informer l'AFC par écrit dans les mêmes délais.

2. Taux de la dette fiscale nette / taux forfaitaires (art. 37 nLTVA)

Dès le 1^{er} janvier 2010, l'utilisation de la méthode de décompte selon les taux de la dette fiscale nette sera autorisée pour des chiffres d'affaires allant jusqu'à 5 millions de francs provenant de prestations imposables et pour un montant d'impôt dû inférieur ou égal à 100 000 francs (ancienne limite de 3 millions de francs de chiffre d'affaires annuel imposable et 60 000 francs d'impôt dû). Si un assujetti choisit d'établir ses décomptes selon la méthode des taux de la dette fiscale nette, il devra appliquer cette méthode pendant au moins une période fiscale, soit un an (anciennement cinq ans). S'il opte pour la méthode effective, il ne pourra appliquer la méthode des taux de dette fiscale nette qu'après une période d'au moins trois ans (anciennement cinq ans).

Les modalités d'application de la méthode de décompte selon les **taux forfaitaires** que peuvent décider d'utiliser les collectivités publiques et les institutions analogues (cliniques, écoles privées, entreprises de transport concessionnaires, etc.) seront réglées dans l'ordonnance d'exécution.

Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, l'AFC fixera à nouveau les taux de la dette fiscale nette après consultation des associations des branches concernées. Indépendamment de cela, la possibilité sera donnée à tous les assujettis de changer de méthode de décompte au 1^{er} janvier 2010. Dans ce cas, **une demande écrite doit être adressée à l'AFC jusqu'à la fin mars 2010** (cf. art. 114 al. 2 nLTVA). Aucune démarche n'est nécessaire pour ceux qui désirent garder la méthode de décompte qu'ils utilisent aujourd'hui.

3. Déduction de l'impôt préalable (art. 28 nLTVA)

La nouvelle loi vise le principe selon lequel tous les impôts préalables accumulés dans le cadre de l'activité entrepreneuriale sont fondamentalement déductibles (art. 28 al. 1 et 2 nLTVA). Ainsi, la règle excluant le droit à la déduction de l'impôt préalable pour le **50 % des montants d'impôt grevant les frais de nourriture et de boisson** ne sera-t-elle plus applicable.

Il peut arriver que certains biens appartenant au domaine privé, par exemple des véhicules automobiles d'occasion ou des antiquités, reviennent au domaine entrepreneurial. Dans le système actuel, ce cas de figure est corrigé au moyen de l'imposition de la marge (art. 35 aLTVA). Dès le 1^{er} janvier 2010, l'assujetti qui, dans le cadre de son activité entrepreneuriale donnant droit à la déduction de l'impôt préalable, a acquis un bien mobilier d'occasion identifiable non grevé de TVA pour le livrer - par exemple sous la forme d'une vente ou d'une location - à un acquéreur sur le territoire suisse, pourra désormais procéder à une **déduction fictive de l'impôt préalable** sur le montant qu'il a acquitté (art. 28 al. 3 nLTVA). On considérera ainsi que ce montant inclut la TVA au taux légal applicable au moment de l'acquisition, même si dans les faits il n'a pas été grevé d'impôt (art. 28 al. 3 nLTVA). Relevons encore qu'à l'avenir, l'assujetti devra imposer l'entier de la contre-prestation provenant de la livraison qu'il réalise et mentionnera la TVA sur sa facture en lieu et

place de l'indication "imposition de la marge" (ou "marge imposée", etc.). Aussi, et contrairement à ce qui est prévu dans le droit actuel, le destinataire de la livraison pourra-t-il désormais déduire l'impôt préalable sur le montant qu'il a acquitté.

4. Prestations à soi-même (art. 31 nLTVA)

Avec la réforme, le calcul de prestations à soi-même sera considéré uniquement comme une **simple correction de l'impôt préalable** et n'entrera plus dans le calcul du chiffre d'affaires déterminant.

Dans le domaine de la construction, le principal changement est l'abolition de l'imposition des prestations à soi-même (propres prestations ; cf. art. 9 al. 2 aLTVA). Ainsi, dès le 1^{er} janvier 2010, les travaux effectués sur des constructions exécutées pour son propre compte et qui sont destinées à des fins exclues du champ de l'impôt ou à des fins privées ne devront plus être imposés à la TVA (sous forme de prestations à soi-même) et ne donneront par conséquent plus droit à une déduction de l'impôt préalable (pour autant que les opérations exclues n'aient pas fait l'objet d'une option selon l'art. 22 nLTVA).

De tels travaux n'étant plus déterminants pour un assujettissement à la TVA, les entreprises qui sont assujetties uniquement pour ce genre de prestations ou celles dont le chiffre d'affaires - déduction faite des prestations à soi-même - n'atteindrait pas la limite de 100 000 francs pourront donc être radiées du registre des assujettis. Les entreprises dans cette situation sont priées de le **communiquer à l'AFC jusqu'au 31 janvier 2010**.

Pour obtenir d'autres informations utiles sur le passage de l'ancienne à la nouvelle loi régissant la TVA, vous avez la possibilité de consulter notre site Internet à l'adresse <http://www.estv.admin.ch>.

Si vous désirez obtenir un renseignement concernant votre inscription ou votre radiation dans le registre des contribuables, votre décompte TVA ou vos paiements, vous avez comme précédemment la possibilité d'appeler la Division Perception en utilisant le numéro de téléphone figurant sur votre décompte TVA. Pour tous les renseignements d'ordre général concernant la nouvelle loi régissant la TVA ou pour des questions d'ordre juridique, vous pouvez contacter l'AFC par téléphone du lundi au vendredi de 08 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30 au numéro **031/325 78 02**. Vous pouvez également nous contacter par e-mail à l'aide du formulaire à votre disposition sur notre site Internet.

Nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Chef de la Division principale

Dr Gabriel Rumo